



APPEL DU CONGRÈS DE LA CGT ÉDUC'ACTION TOUS ENSEMBLE CONTRE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

La **CGT Educ'action** a tenu son congrès national à Montreuil du 23 au 25 janvier 2013 dans un contexte de crise du capitalisme qui s'approfondit.

Les conditions de vie et de travail continuent de se dégrader pour l'ensemble des travailleurs. Le patronat poursuit son offensive qui entraîne l'augmentation du chômage, de la précarité et de la pauvreté.

Le gouvernement ne rompt pas avec les politiques précédentes et a clairement choisi une politique d'austérité qui sert le MEDEF.

20 milliards d'euros de crédit d'impôts au patronat sans contrepartie s'ajoutent aux 170 milliards d'euros d'aides publiques et d'exonérations en tout genre dont les entreprises bénéficient déjà. Dans le même temps, le SMIC n'est revalorisé que de 3 centimes d'euros de l'heure et les salaires des fonctionnaires ne sont toujours pas revalorisés.

Comme toute la CGT, la CGT Educ'action dénonce l'accord sur « l'emploi » signé, sous l'autorité du gouvernement, entre le patronat et des organisations syndicales minoritaires : CGC, CFTC et CFDT !

Dans l'Éducation nationale, l'heure n'est pas non plus au changement.

Les créations de postes annoncées pour la rentrée 2013 masquent les suppressions subies et sont très loin de répondre aux besoins. Elles ne permettent même pas de revenir à la situation pourtant déjà dégradée de 2011. Sur l'ensemble du quinquennat, la loi de programmation ne couvre pas les suppressions d'emplois, et les nouvelles missions fixées par cette loi ne sont pas budgétées.

Au-delà de ce volet budgétaire inacceptable, nous ne pouvons pas non plus nous satisfaire de voir que les fondements idéologiques qui ont présidé aux réformes des précédents gouvernements (socle commun, livret de compétences, bac pro 3 ans, lycées...) ne sont pas remis en cause et que la précarité est renforcée.

Ce projet de loi s'inscrit dans l'acte III de la décentralisation. Un cap supplémentaire serait franchi, avec le pilotage des cartes de formation professionnelle et la prise en charge des services d'orientation par les régions, ainsi que le transfert aux collectivités locales d'un certain nombre de missions incombant, dans le premier degré, à l'Éducation nationale. Avec la décentralisation, l'Éducation perdrait son caractère national. Nous ne laisserons pas faire !

Contrairement à ce qui est annoncé par le ministre, dans le premier degré, la réforme des rythmes scolaires va dégrader les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels (alourdissement de la charge de travail, multiplication des missions, souffrance au travail encore accrue...). La CGT Educ'action revendique la déconnexion du temps de présence élèves/enseignants (dans le premier degré) et la réduction du temps de travail pour tous.

La CGT Educ'action, conformément à ses engagements, prend ses responsabilités et appelle les personnels à se mobiliser, par tous les moyens possibles, pour imposer une autre politique gouvernementale.

À l'image du mouvement massif dans le premier degré à Paris, elle appelle à élargir la mobilisation à l'ensemble des personnels sur tout le territoire.

Au niveau national, dès le 31 janvier avec l'ensemble des personnels de la fonction publique et dans l'Éducation nationale, dès les premiers jours de février, nous appelons à la grève pour l'abrogation de la loi d'orientation, contre la réforme des rythmes scolaires et la décentralisation.